Rassemblement citoyen pour des mesures concertées et proportionnées dans la gestion de la crise sanitaire.

Samedi 14 novembre 2020 à 14h Place du Foirail à Bagnères-de-Bigorre

Les procès en irresponsabilité et individualisme, pleuvent aujourd'hui sur les citoyens qui osent interroger à haute voix la cohérence et la pertinence des mesures coercitives imposées unilatéralement aux populations par l'exécutif. A se demander s'il est encore permis d'évaluer les conséquences de l'action gouvernementale sans s'exposer aux diatribes, discréditations hâtives et autres campagnes d'ostracisation menées par les défenseurs de la pensée unique.

Déjouons les tentatives d'essentialisation de la gestion de crise voulue par le gouvernement. Des alternatives existent et méritent d'être discutées !

La situation de saturation hospitalière que connaît aujourd'hui la France, et qui justifie aux yeux de l'exécutif les mesures répétées de confinement de la population, n'est pas une fatalité. C'est la conséquence d'une politique néolibérale qui préfère subventionner sans contrepartie de grandes entreprises privées au nom d'un hypothétique ruissellement économique plutôt que d'investir durablement dans la santé publique. Alors que 470 milliards avaient déjà été consacrés au plan de soutien à l'économie fin juillet 2020, seuls 8,2 milliards ont été débloqués cet été pour redonner aux soignants les moyens d'accomplir leur mission. Comme l'a encore martelé le président Macron lors de sa visite à l'hôpital Rothschild à Paris le 7 octobre dernier, le redressement de l'hôpital public, « ce n'est pas une question de moyens, c'est une question d'organisation ». Ce n'est pourtant pas l'avis des 1200 médecins hospitaliers qui ont démissionné de leurs fonctions administratives dès janvier 2020 pour dénoncer la bureaucratisation à outrance de l'hôpital au détriment de la qualité des soins. Ce n'est pas non plus l'analyse que fait le Collectif Inter Urgences, qui continue à dénoncer la dégradation des conditions de travail et l'impossibilité de créer le « choc d'attractivité » vers les métiers du soin promis par le gouvernement lors du Ségur de la santé.

La réalité de la situation dans les hôpitaux, n'en déplaise à Olivier Véran qui préfère expliquer l'absence de création de nouveaux lits de réanimation par la difficulté à former des infirmiers et aide-soignants spécialisés en l'espace de six mois, c'est une hémorragie des personnels faute d'un plan hôpital ambitieux, à la hauteur des enjeux actuels. Les recrutements effectués depuis le printemps comblent à peine les départs et les syndicats, excédés, invitent les citoyens à cesser d'applaudir pour se mobiliser et défendre leur service de santé.

Parce que nous ne sommes pas dupes des manœuvres grossières du gouvernement visant à cantonner la population dans les registres de l'indignation moralisatrice et du compassionnel, nous vous invitons à réinvestir votre rôle de citoyen. Rassemblons-nous pour réfléchir et débattre ensemble des solutions à apporter à la crise, dans le respect de tous et dans un réel souci de l'intérêt général.

Contact: concertation.citoyenne.65@gmail.com / facebook: Concertation Citoyenne 65

POUR QUE CE RASSEMBLEMENT PUISSE PERDURER, NOUS VOUS REMERCIONS DE BIEN VOULOIR PORTER LE MASQUE ET RESPECTER LES RÉGLES DE DISTANCE PHYSIQUE.

Ce rassemblement a fait l'objet d'une demande d'autorisation en préfecture. Vous pouvez vous y rendre en toute légalité, sans contrevenir aux restrictions de déplacements décrétées par le gouvernement. Il suffit pour cela de remplir une autorisation de déplacement en cochant la case correspondant aux démarches administratives. Participer à ce rassemblement ne constitue pas un acte de désobéissance civile mais relève simplement du droit imprescriptible de tout citoyen à manifester.